

DANS L'ACTUALITE du 11 au 13 juin 2013

Textes officiels

JORF n° 0135 du 13 juin 2013

Actualisation de la liste des espaces naturels protégés à destination desquels est perçue la taxe sur les passagers maritimes

Publics concernés : entreprises et passagers du transport maritime, services des douanes, collectivités territoriales.

[Décret n° 2013-497 du 11 juin 2013 modifiant la liste des espaces naturels protégés à destination desquels est perçue la taxe sur les passagers maritimes prévue par l'article 285 quater du code des douanes](#)

Actualisation pour 2014 des tarifs de la taxe locale sur la publicité extérieure

Publics concernés : les collectivités locales bénéficiaires du produit de la taxe locale sur la publicité extérieure, qui en déterminent les tarifs par voie de délibération, ainsi que les exploitants ou les propriétaires de supports publicitaires et tout acteur économique dans l'intérêt duquel un support taxable est réalisé.

[Arrêté du 10 juin 2013 actualisant pour 2014 les tarifs de la taxe locale sur la publicité extérieure](#)

Fonds de compensation de la fiscalité transférée

[Arrêté du 5 juin 2013 pris pour l'application en 2013 de l'article L. 1614-4 du code général des collectivités territoriales](#)

Projet de loi

Projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové - Encadrer les professions immobilières

[Lors d'une conférence de presse qui s'est tenue le 12 juin 2013, la ministre de l'égalité des territoires et du logement a détaillé le volet « encadrement des professions immobilières » de son projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové \(Alur\).](#)

Source : territoires.gouv.fr - dossier de presse du 12 juin 2013

Jurisprudence

Contrat public

Référé contractuel : l'absence d'avis d'attribution ne peut être invoquée

L'absence de publication de l'avis d'attribution du marché ne peut être utilement invoquée pour obtenir du juge du référé contractuel l'annulation de ce marché.

[CE 29 mai 2013 Société Delta Process, req. n° 365954](#)

Notion de mission de service public déléguable

Un contrat de "subventionnement et d'objectif" est une délégation de service public soumise à concurrence.

[CAA Lyon 18 avril 2013 Commune de Saint-Nectaire, req. n° 12LY01547](#)

Environnement

Activités sportives et touristiques sur le lac de Sainte-Croix

Le Conseil d'Etat a rejeté le recours dirigé contre l'arrêté en date du 24 septembre 2009 du préfet du Var et du préfet des Alpes-de-Haute-Provence portant règlement de police et de navigation de plaisance des activités sportives et touristiques sur le lac de Sainte-Croix

[CE 3 juin 2013 Association interdépartementale et intercommunale pour la protection du lac de Sainte-Croix, de son environnement, des lacs, sites et villages du Verdon, req. n° 334251](#)

Expropriation

Expropriation pour cause d'utilité publique - Conséquences des irrégularités dans la publicité de l'ouverture de l'enquête publique

Le Conseil d'État précise dans quelles circonstances les irrégularités dans la publicité de l'ouverture de l'enquête publique peuvent rejaillir sur les résultats de cette enquête et, par suite, sur la décision prise à son terme.

[CE 3 juin 2013 commune de Noisy-le-Grand, req. n° 345174](#)

Procédure contentieuse

Une règle technique non notifiée à la Commission est sans effet

La juridiction administrative est compétente pour connaître d'actes fixant les règles d'attribution et de gestion des noms de domaine en « .fr » et de la procédure alternative de règlement des différends relatifs à ces noms. Constituant une règle technique au sens de la directive n° 98/34, ils doivent être annulés s'ils n'ont pas fait l'objet de la procédure d'information prévue par ce texte.

[CE 10 juin 2013 Monsieur A. req. n° 337320](#)

Circulaire

Énergie

[Circulaire NOR DEVP1314507C du 5 juin 2013 relative à l'éclairage nocturne des bâtiments non résidentiels afin de limiter les nuisances lumineuses et les consommations d'énergie](#)

Aménagement du territoire

[Circulaire NOR AGRT1314461C du 28 mai 2013 relative aux règles applicables en matière de défrichement suite à la réécriture du code forestier et à la réforme de l'étude d'impact et de l'enquête publique](#)

Réponses ministérielles

Réglementation relative aux activités bruyantes dans les PLU

[Rép. min. n° 16996, JOAN du 4 juin 2013](#)

Aide financière accordée aux départements

[Rép. min. n° 13654, JOAN du 4 juin 2013](#)

Perspective des dotations attribuées aux collectivités

[Rép. min. n°493, JOAN du 4 juin 2013](#)

Vu par ailleurs

Contrat public

L'OEAP publie trois nouveaux guides à l'attention des acheteurs publics

[Guide d'achat pour la gestion économe des fluides dans un bâtiment à qualité environnementale, élaboré par le groupe d'étude des marchés "Aménagements et équipements durables dans le bâtiment"](#)

[Guide des achats durables appliqués aux produits de santé, élaboré par le groupe d'étude des marchés "Produits de santé"](#)

[Guide sur les fournitures de bureau, élaboré par le groupe d'étude des marchés "Equipement de bureau, enseignement, formation"](#)

Source : DAJ du 13/06/2013

Avis société Gouelle : « On assiste à un retour en arrière incompréhensible ! »

[En avril 2012, le Conseil d'Etat énonçait, dans son avis Gouelle, qu'il n'y avait pas lieu d'appliquer Smirgeomes au recours Tropic. Un an plus tard, Olivier Agnus, adjoint au chef du bureau du contentieux contractuel et domanial du Mindef, estime que ce principe est source d'insécurité juridique tant pour les personnes publiques que pour leur cocontractant.](#)

Source : achatpublic.info du 13/06/2013

« Les PPP repartent en Grande Bretagne ! », par Xavier Bezançon (EGF-BTP) et François Bergère (Mappp)

Le ministère des Finances britannique a dressé un bilan de l'outil PPP (partenariat public-privé) au Royaume-Uni et proposé des perspectives d'évolution. François Bergère, directeur de la Mappp (mission d'appui aux PPP) et Xavier Bezançon, délégué général d'EGF-BTP, livrent leur point de vue sur ces travaux en recherchant si les préconisations formulées pourraient être reprises dans le contexte français.

Source : le Moniteur du 12/06/2013

Marchés publics : un mauvais précédent n'autorise pas forcément le rejet de la candidature

Les personnes publiques ne peuvent se fonder uniquement sur les manquements d'une entreprise dans l'exécution de marchés antérieurs pour l'exclure d'une nouvelle procédure de passation. Elles doivent se montrer encore plus prudentes si elles souhaitent arguer de difficultés rencontrées par un autre pouvoir adjudicateur.

Source : le Moniteur du 11/06/2013

Urbanisme

François Payelle, président de la FPI : « Aucun promoteur n'a intérêt à prendre le risque d'une défaillance d'entreprise. »

La Fédération des promoteurs immobiliers (FPI) organise son congrès les 13 et 14 juin à Tours. L'occasion d'interroger son président, François Payelle, sur la conjoncture. Et de lui demander son avis sur les diverses initiatives du gouvernement pour soutenir le secteur.

Source : le Moniteur du 12/06/2013

Urbanisme et Logement : le projet de loi "Alur" en Conseil des ministres le 26 juin

Cécile Duflot a présenté à la presse, mercredi 12 juin, le volet "Encadrement des professions immobilières" du futur projet de loi "pour l'accès au logement et un urbanisme rénové".

Source : localtis.info du 12/06/2013

Ordonnances sur le bâtiment: vote le 19 juin à l'Assemblée

[Le Parlement devrait adopter définitivement le mercredi 19 juin, par un vote de l'Assemblée nationale conforme à celui du Sénat, le projet de loi sur l'accélération des projets de construction.](#)

Source : le Moniteur du 11/06/2013

L'impact socio-économique du Grand Paris évalué à plus de 70 milliards € sur le long terme

[L'impact socio-économique du futur métro automatique du Grand Paris, mesurant les avantages générés par cette infrastructure d'ampleur en Ile-de-France, est évalué à 73,5 milliards d'euros, selon une étude de la Société du Grand Paris \(SGP\), maître d'ouvrage.](#)

Source : le Moniteur du 10/06/2013

Adieu ZUS, CUCS et ZRU, bienvenue aux quartiers prioritaires

[Le ministre délégué à la Ville, François Lamy, présentait lundi 10 juin, la méthodologie de la nouvelle géographie prioritaire pour la politique de la ville. Centrée autour de la notion de « quartier prioritaire », la politique de la ville se concentrera désormais sur les zones concentrant les populations aux plus bas revenus.](#)

Source : le Moniteur du 10/06/2013

Environnement

Extinction de l'éclairage nocturne : lancement d'une campagne d'information nationale

[À partir du 1er juillet, les bureaux, commerces et bâtiments sont invités à éteindre les éclairages inutiles la nuit de 1h à 7h du matin. Pour accompagner cette décision, le Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie a lancé mercredi 12 juin une campagne d'information à destination du grand public.](#)

Source : le Moniteur du 12/06/2013

Réunion des Etats généraux de la modernisation du droit de l'environnement le 25 juin 2013

[Le 25 juin 2013 aura lieu une réunion des Etats généraux de la modernisation du droit de l'environnement avec la Ministre de l'écologie, Delphine Batho.](#)

Source : developpement-durable.gouv.fr

Collectivités territoriales

Décentralisation : le Sénat ressuscite les « pays », avec l'accord du gouvernement

[Les nouveaux « pôles ruraux d'aménagement et de coopération » sont un signe fort adressé aux territoires ruraux, dont les élus estiment que la réforme territoriale privilégie trop l'urbain, à travers les métropoles et les communautés urbaines. Leur périmètre et leur forme recouvriront en partie ceux des "pays", abrogés par la réforme de 2010.](#)

Source : le courrier des maires du 12/06/2013

Conférence territoriale de l'action publique : le "oui, mais" des DGS

[Quatre directeurs généraux des services \(DGS\) de grandes collectivités ont donné récemment leur avis sur la Conférence territoriale de l'action publique \(CTAP\) prévue par le projet de loi de Modernisation de l'action publique territoriale. L'instance, qui organisera à l'échelle régionale la concertation entre les collectivités et entre celles-ci et l'Etat, suscite beaucoup d'interrogations de leur part.](#)

Source : localtis.info du 12/06/2013

Transport

Le stationnement, un nouveau service public local

[Adoptée par le Sénat, jeudi 6 juin 2013, par amendement au projet de loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, la dépenalisation du stationnement crée de fait un nouveau service public local.](#)

Source : la gazette des communes du 12/06/2013

Presse

Une vive bataille oppose, en coulisse, les élus socialistes autour du Grand Paris

[Avant l'examen par l'Assemblée du projet de métropole parisienne, des parlementaires PS préconisent de fusionner Paris, les Hauts-de-Seine, le Val-de-Marne et la Seine-Saint-Denis.](#)

Source : le Monde du 13/06/2013

Philippe Pelletier (plan bâtiment)

[Las d'attendre le décret concernant le parc tertiaire existant, Philippe Pelletier, le président du Plan bâtiment Grenelle, lance aux professionnels un appel à la mobilisation sous la forme d'une charte.](#)

Source : les Echos du 13/06/2013

Logement : le projet de loi met l'accent sur les droits des locataires

[Il redonne du pouvoir d'achat aux locataires et aux propriétaires, et les protège face aux professions immobilières.](#)

[Les copropriétaires devront désormais cotiser à un fonds pour financer les travaux obligatoires.](#)

Source : les Echos du 13/06/2013

Paris-La Défense : Coeur Défense serait à vendre

[\(AFP\) - Coeur Défense, le plus grand ensemble d'immobilier de bureaux en Europe avec ses 155 000 m2, est à vendre, affirme le quotidien Le Figaro de jeudi, sans préciser ses sources.](#)

Source : businessimmo.com du 13/06/2013

Loi Duflot : les vrais professionnels ne seront pas "maltraités"

[\(AFP\) - "Les mesures dévoilées mercredi contre certaines pratiques abusives des syndicats et des agences immobilières ne porteront pas tort à ceux qui exercent correctement leur métier", a affirmé la ministre du Logement, Cécile Duflot.](#)

Source : businessimmo.com du 13/06/2013